

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

26 Mai 2011
26 ماي 2011

Inauguration des Archives du Maroc



PATRIMOINE

L'institution des Archives du Maroc sera officiellement inaugurée vendredi 27 mai au siège de la Bibliothèque nationale de Rabat. Créée en vertu de la loi 69-99 relative aux archives, publiée le 30 novembre 2007, Archives du Maroc est un établissement public, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, chargé principalement de « *sauvegarder le patrimoine archivistique national, d'assurer la constitution, la conservation, l'organisation et la communication des archives à des fins administratives, scientifiques, sociales ou culturelles* ». Dirigée par l'historien Jamâa Baida, les Archives du Maroc possèdent un Conseil d'administration présidé par le ministre de la Culture Benssalem Himmich. L'ambassadeur et chef de la délégation officielle de l'Union Européenne au Maroc, Eneko Landaburu, sera également présent à la cérémonie d'inauguration officielle.

Pour rappel, le Conseil na-

guration officielle.

Pour rappel, le Conseil national des droits de l'Homme avait signé en novembre 2009 une convention de financement portant sur le programme d'accompagnement aux recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation, en matière d'Histoire, de mémoire et d'archives, avec le ministère de l'Economie et des Finances et la délégation de l'UE au Maroc.

Le programme de financement, d'un montant de 8 millions d'euros, inclut plusieurs actions, dont l'amélioration de l'accès à l'information, le classement, l'inventaire et la mise à la disposition du public des archives de l'IER et du CNDH. L'élaboration d'une stratégie nationale de réorganisation et de modernisation des archives, l'appui à la mise en place opérationnelle des archives du Maroc, la contribution à l'équipement de l'institution et l'appui à la mise en place des archives relatives à la période 1956-1999. ♦ Q.C.

أرشيف المغرب يرى النور

2011-05-25 2:41 AM الرباط: خديجة الطيب

يشرف وزير الثقافة المغربي بنسالم حميش، الجمعة المقبل بالرباط على انطلاق العمل بمؤسسة "أرشيف المغرب" بحضور رئيس مجلس حقوق الإنسان إدريس اليزمي، ورئيس مندوبية الاتحاد الأوروبي بالمغرب إينيكو لاندابورو. وتم إحداث مؤسسة "أرشيف المغرب" بهدف صيانة تراث الأرشيف والقيام بتكوين أرشيف عام وحفظه وتنظيمه وتيسير الاطلاع عليه لأغراض إدارية أو علمية أو اجتماعية أو ثقافية". وتمارس مؤسسة "أرشيف المغرب" اختصاصات النهوض ببرنامج تدبير الأرشيف، وصيانة تراث الأرشيف الوطني والنهوض به، ووضع معايير لعمليات جمع الأرشيف وفرزه وتصنيفه ووصفه وحفظه الوقائي وترميم مواده ونقلها في حوامل مخصصة للأرشيف، والنهوض بمجال الأرشيف عن طريق البحث العلمي والتكوين المهني والتعاون الدولي.

Inauguration vendredi à Rabat de "Archives du Maroc" pour la sauvegarde et la promotion du patrimoine des archives

(Aufait Maroc 25/05/2011)

L'institution "Archives du Maroc" sera inaugurée officiellement vendredi prochain au siège de la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, indique un communiqué du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

La cérémonie d'inauguration sera présidée par le ministre de la Culture, M. Bensalem Himmich, en présence du président du Conseil national des droits de l'Homme, M. Driss El Yazami et de l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne au Maroc, M. Eneko Landaburu.

Créé en vertu de la loi 69/99 relative aux archives, publiée le 30 novembre 2007, "Archives du Maroc" est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, chargé principalement de "sauvegarder le patrimoine archivistique national, d'assurer la constitution, la conservation, l'organisation et la communication des archives à des fins administratives, scientifiques, sociales ou culturelles".

"Archives du Maroc" a pour mission de promouvoir et coordonner le programme de gestion des archives, sauvegarder et promouvoir la mise en valeur du patrimoine archivistique national, établir la normalisation des pratiques de collecte, de tri, d'élimination, de classement, de description, de conservation préventive, de restauration et de substitution des supports d'archives et promouvoir le domaine des archives et de la recherche scientifique, la formation professionnelle et la coopération internationale.

L'établissement, sis au siège de l'ancienne "Bibliothèque Générale et Archives", est administré par un conseil d'administration et géré par un directeur.

Le Conseil d'administration est composé, outre son président, de représentants de l'Etat et de personnalités nommées par le Premier ministre choisies, dans le secteur public ou privé, pour leur compétence en matière de conservation des archives pour une période de cinq ans renouvelable une seule fois.

L'Instance Equité et Réconciliation avait appelé dans son rapport final à la préservation des archives nationales et à coordonner leur organisation entre tous les acteurs concernés, en plus de la promulgation d'une loi régissant les conditions de sa préservation, les délais de son ouverture au public et les sanctions encourues en cas de sa détérioration.

Le Conseil national des droits de l'Homme avait signé en novembre 2009 une convention de financement portant sur le programme d'accompagnement aux recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation en matière d'histoire, de mémoire et d'archives avec le ministère de l'Economie et des Finances et la délégation de l'Union européenne au Maroc.

Le programme de financement d'un montant de 8 millions d'euros inclut plusieurs activités notamment l'amélioration de l'accès à l'information, le classement, l'inventaire et la mise à la disposition du public des archives de l'IER et du CNDH, l'élaboration d'une stratégie nationale de réorganisation et de modernisation des archives, l'appui à la mise en place opérationnelle des "Archives du Maroc", la contribution à l'équipement de l'Institution "Archives du Maroc" et l'appui à la mise en place des archives relatives à la période 1956-1999.

Droits de l'Homme

Le CNDH conforme aux principes de Paris

Le CNDH a reçu l'attestation de sa réaccréditation au statut A en tant qu'institution conforme aux principes de Paris.

MAP

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a reçu, mardi à Genève, l'attestation de sa réaccréditation au statut A, en tant qu'institution nationale conforme aux principes de Paris régissant les institutions nationales des droits de l'Homme (INDH). Un communiqué du CNDH indique que la réaccréditation du Conseil a été confirmée lors de la séance d'ouverture de la 24^{ème} session du Comité de coordination

des institutions nationales des droits de l'Homme (CIC), qui a eu lieu du 16 au 20 mai au Palais des Nations à Genève. Le CIC a approuvé la proposition du sous-comité d'accréditation lors de sa session tenue en octobre 2010 à Genève, qui avait recommandé la réaccréditation du CNDH en tant qu'institution nationale de protection et de promotion des droits de l'Homme au statut A, ajoute le communiqué. Le Conseil a reçu l'attestation de renouvellement de son accréditation lors d'une cérémonie présidée par le haut commissaire aux droits de l'Homme, Navanethem Pillay, la présidente du CIC, Rosslyn Noonan, le président du sous-comité d'accréditation, Koffi Kounté, et le chef de la section des institutions nationales et des mécanismes régionaux, Vladlen Stefanov. Dans un

rapport présenté à cette occasion, M. Kounté a salué les progrès réalisés par le Conseil en tant qu'institution chargée de la promotion et de la protection des droits de l'Homme.

Pour sa part, Mme Noonan a affirmé que l'obtention de l'accréditation est la preuve que les INDH adhèrent aux efforts visant à se conformer aux principes de Paris qui déterminent les missions et les prérogatives des institutions nationales, saluant le soutien dont jouit le CIC de la part du Haut Commissariat aux droits de l'Homme visant à garantir la transparence et la crédibilité du processus d'accréditation. L'accréditation du CNDH au statut A est la troisième du genre, souligne le communiqué, ajoutant que le CCDH a été accrédité au même statut en 2002 après sa réorganisation en 2001. ■

المجلس الوطني لحقوق الإنسان



تسلم المجلس الوطني لحقوق الإنسان شهادة تجديد اعتماده في الدرجة (أ) كمؤسسة وطنية مطابقة لمبادئ باريس المنظمة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، وذلك يوم الأربعاء 17 ماي 2011، بجنيف.

وقد تم تأكيد تجديد اعتماد المجلس، خلال الجلسة الافتتاحية للاجتماع الـ 24 للجنة التنسيق الدولية

الذي انعقد من 16 إلى 20 ماي 2011 بقصر الأمم بجنيف، بعد مصادقة لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان على مقترح في هذا الشأن للجنة الفرعية للاعتماد التابعة لها والتي كانت قد أوصت في دورتها المنعقدة ما بين 11 و 15 أكتوبر 2010 بجنيف، بتجديد اعتماد المجلس في الدرجة (أ)، كمؤسسة وطنية لحماية حقوق الإنسان

مبادئ توجيهية أقرتها الجمعية العمومية للأمم المتحدة سنة 1993

اعتماد المجلس الوطني لحقوق الإنسان كمؤسسة مطابقة لمبادئ باريس

الدولية، كوفى كونتى، ورئيس قسم المؤسسات الوطنية والآليات الإقليمية بالمفوضية السامية لحقوق الإنسان، فالان ستيفانوف، وممثلة عن برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. وأبرز البلاغ أن كونتى أعرب، في تقرير قدمه خلال اجتماع لجنة التنسيق، عن إشادة اللجنة الفرعية بتطور عمل المجلس كمؤسسة وطنية لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، بينما أكدت نونان أن حصول هذه المؤسسة الوطنية على الاعتماد دليل على مجهوداتها من أجل مطابقة عملها مع مبادئ باريس المحددة لاختصاصات ومهام المؤسسات

للاعتناء التابعة لها، التي كانت أوصت بتجديد اعتماد المجلس في الدرجة (أ)، كمؤسسة وطنية لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها. ويعني التصنيف أن المؤسسة المغربية مطابقة لمبادئ باريس، الناضمة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.

وأضاف البلاغ أن المجلس تسلم شهادة تجديد الاعتماد في حفل، ترأسته مفوضة الأمم المتحدة السامية لحقوق الإنسان، نافي بيلاي، ورئيسة لجنة التنسيق الدولية، روسلين نونان، ورئيس اللجنة الفرعية للاعتناء التابعة للجنة التنسيق

المغربية- تسلم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أمس الأربعاء في جنيف، شهادة تجديد اعتماده في الدرجة (أ) كمؤسسة وطنية مطابقة لمبادئ باريس المنظمة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.

وحسب بلاغ للمجلس، نأكد تجديد اعتماد المجلس، خلال الجلسة الافتتاحية للاجتماع 24 للجنة التنسيق الدولية، الذي انعقد من 16 إلى 20 ماي الجاري، في قصر الأمم بجنيف، بعد مصادقة لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان على مقترح في هذا الشأن للجنة الفرعية

والمهنية والتعددية، مع تعزيز مبدأ القرب في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، عبر التخصيص على إحداث اللجان الجهوية لحقوق الإنسان. وتتضمن مبادئ باريس، التي اعتمدها الجمعية العمومية للأمم المتحدة سنة 1993، مجموعة من المبادئ التوجيهية، تتعلق بالوضع القانوني للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، واستقلاليتها، واختصاصاتها في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، وضمان التنوع في تركيبتها، وتوفرها على الإمكانيات المادية والبشرية اللازمة للاضطلاع بمهامها.

الوطنية. وأوضح البلاغ أن قرار اعتماد المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الدرجة (أ) يعد الثالث من نوعه، إذ مُنح المجلس، في صيغته السابقة هذه الدرجة، سنة 2002، بعد إعادة تنظيمه سنة 2001، وترأس، إثر ذلك، لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان سنتي 2002 و2003. كما أعيد اعتماده سنة 2007.

وأضاف البلاغ أن مطابقة المؤسسة لمبادئ باريس تعززت مع إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان في فاتح مارس الماضي، بمزيد من الاستقلالية

شهادة

تسلم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أخيرا
بجنيف، شهادة تجديد اعتماده في الدرجة (أ) كمؤسسة
وطنية مطابقة لمبادئ باريس المنظمة للمؤسسات
الوطنية لحقوق الإنسان. ويذكر أن مبادئ باريس، التي
اعتمدها الجمعية العمومية للأمم المتحدة سنة 1993،
تتضمن مجموعة من المبادئ التوجيهية تتعلق بالوضع
القانوني للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان واستقلاليتها
واختصاصاتها في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض
بها وضمان التنوع في تركيبها، وتوفيرها على الإمكانية
المادية والبشرية اللازمة للاضطلاع بمهامها.

الجلس الوطني لحقوق الإنسان يتسلم شهادة تجديد اعتماده في الدرجة (أ)

لاختصاصات ومهام المؤسسات الوطنية، مشيدة بالدعم الذي تحظى به لجنة التنسيق الدولية من طرف المفوضية السامية لحقوق الإنسان في مجال مواكبة عملية الاعتماد وضمان سلامتها وشفافيتها ومصداقيتها ويعد هذا القرار، القاضي باعتماد المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الدرجة (أ)، الثالث من نوعه، إذ منح المجلس في صيغته السابقة هذه الدرجة سنة 2002 بعد إعادة تنظيمه سنة 2001، وترأس على إثر ذلك لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان سنتي 2002 و2003، كما تمت إعادة اعتماده سنة 2007.

الدولية، كوفى كونتى، ورئيس قسم المؤسسات الوطنية والآليات الإقليمية بالمفوضية السامية لحقوق الإنسان فلادلف ستيفانوف، وممثلة عن برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. وأعرب كوفى كونتى، رئيس اللجنة الفرعية للاعتماد، في تقرير قدمه خلال اجتماع لجنة التنسيق، عن إشادة اللجنة الفرعية بتطور عمل المجلس كمؤسسة وطنية لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها وفي كلمة بالمناسبة، قالت روسلين نونان إن حصول هذه المؤسسات الوطنية على الاعتماد دليل على الجهود التي تقوم بها من أجل مطابقة عملها مع مبادئ باريس المحددة

تسلم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مؤخرا بجنيف، شهادة تجديد اعتماده في الدرجة (أ) كمؤسسة وطنية مطابقة لمبادئ باريس المنظمة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان. وذكر بلاغ للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، توصلت وكالة المغرب العربي للأنباء بنسخة منه الثلاثاء، أنه تم تأكيد تجديد اعتماد المجلس، خلال الجلسة الافتتاحية للاجتماع الـ 24 للجنة التنسيق الدولية الذي انعقد من 16 إلى 20 مايو 2011 بقصر الأمم بجنيف، بعد مصادقة لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان على مقترح في هذا الشأن للجنة الفرعية للاعتماد التابعة لها والتي كانت قد أوصت في دورتها المنعقدة ما بين 11 و15 أكتوبر 2010 بجنيف، بتجديد اعتماد المجلس في الدرجة (أ)، كمؤسسة وطنية لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، وهو تصنيف يعني أن المؤسسة مطابقة لمبادئ باريس الناظمة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.

وتسلم المجلس، يضيف البلاغ، شهادة تجديد الاعتماد في حفل ترأسته مفوضة الأمم المتحدة السامية لحقوق الإنسان، نافي بيلاي، ورئيسة لجنة التنسيق الدولية، روسلين نونان، ورئيس اللجنة الفرعية للاعتماد التابعة للجنة التنسيق

Le CNDH reçoit l'attestation de sa réaccréditation au statut A en tant qu'institution conforme aux principes de Paris

Ajouté le mercredi 25 Mai 2011



Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a reçu, mardi à Genève, l'attestation de sa réaccréditation au statut A, en tant qu'institution nationale conforme aux principes de Paris régissant les institutions nationales des droits de l'Homme (INDH).

Un communiqué du CNDH, indique que la réaccréditation du Conseil a été confirmée lors de la séance d'ouverture de la 24ème session du Comité de coordination des institutions nationales des droits de l'Homme (CIC), qui a eu lieu du 16 au 20 mai courant au Palais des Nations à Genève.

Le CIC a approuvé la proposition du sous-comité d'accréditation lors de sa session tenue en octobre 2010 à Genève, qui avait recommandé la réaccréditation du CNDH en tant qu'institution nationale de protection et de promotion des Droits de l'Homme au statut A, ajoute le communiqué.

Le Conseil a reçu l'attestation de renouvellement de son accréditation lors d'une cérémonie présidée par le Haut commissaire aux droits de l'Homme, Navanethem Pillay, la présidente du CIC, Rosslyn Noonan, le président du sous-comité d'accréditation, Koffi Kounté, et le chef de la section des institutions nationales et des mécanismes régionaux, Vladlen Stefanov.

Dans un rapport présenté à cette occasion, M. Kounté a salué les progrès réalisés par le Conseil en tant qu'institution chargée de la promotion et de la protection des droits de l'Homme.

Pour sa part, Mme Noonan, a affirmé que l'obtention de l'accréditation est la preuve que les INDH adhèrent aux efforts visant à se conformer aux principes de Paris qui déterminent les missions et les prérogatives des institutions nationales, saluant le soutien dont jouit le CIC de la part du Haut Commissariat aux droits de l'Homme visant à garantir la transparence et la crédibilité du processus d'accréditation.

L'accréditation du CNDH au statut A est la troisième du genre, souligne le communiqué, ajoutant que le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) a été accrédité au même statut en 2002 après sa réorganisation en 2001, suite à quoi, il a assuré la présidence du CIC en 2003 et en 2004 et a été réaccrédité en 2007.

La conformité du Conseil avec les principes de Paris s'est renforcée suite à la création du

Conseil national des droits de l'Homme le 1er mars 2011 dont le dahir portant sa création lui a conféré plus d'indépendance, de professionnalisme et de pluralisme, en mettant l'accent sur le principe de proximité dans la protection et la promotion des droits de l'Homme suite notamment à la création des commissions régionales des droits de l'Homme.

Le communiqué rappelle que les principes de Paris, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, comprennent une série de principes d'orientation relatifs à la situation juridique des institutions nationales de droits de l'Homme, leur indépendance, leurs attributions dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'Homme, la garantie de leur pluralisme et la disponibilité des moyens matériels et humains à même de leur permettre de s'acquitter au mieux de leurs missions.

MAP

محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان

تظاهرات يوم الأحد 22 ماي نظمت دون ترخيص ودون احترام للشروط القانونية وفي أحياء شعبية تعج بالفقر والبطالة والمنحرفين نحن ننتقل إلى الديمقراطية بشكل عاد بدون دم ولا مدافع

تدخل البوليس في مظاهرة يوم الأحد كان «بسبب أن الحركة الشبابية فضلت تنظيم تظاهرات في أحياء شعبية تتميز بكثافة سكانية». وتساءل «هل تستطيع الحركة تأطير مظاهرات في مثل هذه الأحياء». وكانت حركة 20 فبراير الشبابية التي تطالب بإصلاحات سياسية واقتصادية واجتماعية مستلهمة المظاهرات التي عمت عدة دول عربية وأطاحت في تونس ومصر برئيسيهما، قد بدأت بالاحتجاج كما يدل اسمها في 20 فبراير. وخلافا لدول عربية أخرى اقتصر المطالب في مظاهراتها التي مرت جميعا بسلام على الإصلاح ومكافحة الفساد والرشوة دون المطالبة بإسقاط النظام.

وكانت الحركة تظاهر عادة في الشوارع الرئيسية لمدن البلاد، إلا أنها في الفترة الأخيرة دعت إلى التظاهر في أحياء شعبية تعج بالفقر والبطالة والمنحرفين.

وتصدت السلطات للمحتجين يوم الأحد لأول مرة بعنف في الرباط والدار البيضاء وطنجة ومدن أخرى.

وقال الصبار «لم نطلق أية شكاية بخصوص قمع السلطات للمظاهرة تتبعنا ما جرى في قصاصات الصحف».

وادانت منظمات حقوقية محلية ودولية أسلوب

زكية عبد النبي (رويترز)

دافع الحقوقي البارز محمد الصبار أول أمس الثلاثاء عن استخدام السلطات المغربية للعنف في التصدي للمظاهرات التي نظمت يوم الأحد 22 ماي الجاري، إلا أن 22 الأحد في عدد من مدن المملكة احتجاجا على الأوضاع السياسية والاقتصادية للبلاد قائلا إن المتظاهرين عمدوا إلى التظاهر دون ترخيص ودون احترام للشروط القانونية.

وقال محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، «القانون المغربي كما هو الشأن في البلدان الأوروبية يضع شروطا قانونية لتنظيم المظاهرات، وذلك بتقديم تصريح للسلطات يوقع عليه ثلاثة أشخاص ويتطرق إلى موضوع المظاهرة والطرق التي ستسلك منها وتوقيت البداية والنهاية».

وأضاف في مقابلة مع رويترز «ومع ذلك كل تظاهرات حركة 20 فبراير قبل يوم الأحد لم تحترم هذه الشروط ومرت في جو حضاري لم تطلق فيه رصاصات واحدة ولم يعتقل شخص واحد ليلتقي المغرب إشادات دولية من بينها إشادة وزيرة الخارجية الأمريكية هيلاري كلينتون». وقال الصبار وهو حقوقي ومحام أيضا بأن



محمد الصبار

المغربي لطي صفحة انتهاكات حقوق الإنسان التي وقعت في عهد والده الملك الراحل الحسن الثاني. وقال الصبار إنه ليس هناك بلد بدون انتهاكات «الولايات المتحدة زعيمة العالم الديمقراطي أحدثت معتقل غوانتانامو الذي قرمى فيه بالسجناء بدون محاكمة بدون نهم بدون دفاع وتستعمل أراضي دول عريقة في الديمقراطية كفرنسا وبريطانيا لنقل المعتقلين إليه».

كما أشار إلى منع النقاب في فرنسا وإجراء سويسرا «المحايدة» استفتاء على حظر بناء المازن وهو ما اعتبره «خرق سافر لحرية العقيدة». وقال إن المنحى «التراجعي الذي عرفه العالم بعد 11 سبتمبر 2001 لم يسلم منه المغرب».

وبخصوص الانتفاضات الشعبية التي يشهدها العالم العربي قال الصبار «ما وقع في المنطقة العربية كان بالنسبة إلينا في المغرب رافعة سياسية للرفع من وتيرة الإصلاحات». وأضاف «مطالب الشارع المغربي لم تتجاوز سقف الملكية البرلمانية في دول أخرى هناك شعاع ارحل».

وقال «المغرب يمثل استثناء وخطاب 9 مارس تضمن معايير هي نفس المعايير المتضمنة في الوثيقة الدستورية الديمقراطية العالمية». وأردف «نحن ننقل إلى الديمقراطية بشكل عادي بدون دم ولا مدافع».

العنف ومن بينها منظمة العفو الدولية التي قالت إن «قوات الأمن فرقّت المظاهرات بطريقة عنيفة... طاردت المحتجين وضربتهم بالهراوات والركل».

واستنكرت المنظمة المغربية لحقوق الإنسان المسنّقة يوم الثلاثاء الأخير، «استعمال العنف تجاه مواطنين ومواطنات واعتقال العديد منهم ومن القوات العمومية بمدن مختلفة خاصة الرباط وطنجة ونطوان والدار البيضاء وفاس ووجدة أكادير وغيرها».

واتهمت الحكومة المغربية إسلاميين ويساريين منطرفين بنشر الاضطرابات في المغرب تحت غطاء المطالبة بالديمقراطية.

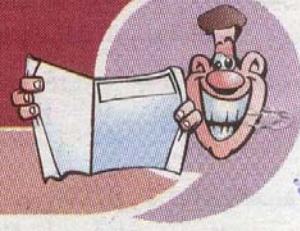
وكان الملك محمد السادس قد سارع بعد أولى مظاهرات 20 فبراير للإعلان في خطاب وجهه إلى الشعب المغربي في التاسع من مارس عن مجموعة إصلاحات على رأسها تغيير الدستور وتخويل صلاحيات واسعة للوزير الأول واستقلال القضاء.

وعين العاهل المغربي هيئة من المنتظر أن ترفع له الشهر المقبل مقترحاتها بشأن تعديل الدستور الذي سيعرض على الشعب للاستفتاء في يوليو القادم.

ودافع الصبار عن مكتسبات المغرب الحقوقية وعلى رأسها هيئة الإنصاف والمصالحة التي أنهت مهامها في أواخر العام 2005 وشكلها العاهل

ها ما قالت الصحافة

الريبريك اليومية ديال الصوحافة



فالصحافة الإلكترونية كئلقاوموقع «كود» أن شي رئيس ديال وكالة للرهان يعني ديال القمر كان تببيع النتائج للكليانات وفق قاعدة «قاساما». فد«هسبريس» كئلقاوم أن محمد الصبار دافع باستماتة على التدخل الأمني نهار الأحد فالدار البيضاء ووالرباط وغيرها من المدن وماشافش فهاد التدخل شي قمع ديال بالصح، بل بالعكس بانة لو المسألة قانونية وكئعكس الهبة ديال الدولة فقط. مسألة عادية واقبلا، أدومان.



فالقراءة اليومية ديال الصوحافة الصادرة نهار الأربعاء اللي فات كئلقاوم أنه كاين شبه اتفاق بين الصحف المغربية الكبيرة على إدانة السطو اللي وقع على حركة 20 فبراير من طرف العدل والإحسان. كل اليوميات اهتلمات بهاد المسألة وكل المسألة دقات ناقوس الخطر وهي كئقول أن الإسلاميين اللي عمرهم ماقدرو على المواجهة المباشرة معا النظام اختاروا هاد المرة الاختفاء تحت يافطة 20 فبراير قبل مايقرو ببينو القوة ديالهم اللي فرضات على الدولة تغيير تماما المعطيات ديال التعامل مع الوقفات اللي مابقاتش شبابية ولكنها. ولات ديال الإسلاميين.

«الأحداث المغربية» كتبات أن الحكومة لأول مرة كئوجه اتهام رسمي للإسلاميين واليسار الجذري بالسطو على الحركة. «الصباح» قالت فالشمع الأحمر افتتاحية رئيس التحرير ديالها أنه ولا واضح بزاف أن العدل والإحسان هي اللي ولات كئسير 20 فبراير، من جبهتها «المساء» مشات كئقلب على الأزمة ديال التجمع الوطني للأحرار وكئحاول تفهمها وخصوصا العلاقة ديالو معا البام اللي غادية تخرج عليه.

يوم الأحد 22 ماي الجاري، على الساعة الثانية عشرة زوالاً، رن هاتف محمد الصبار، أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، المتصل أحد الصحفيين الذي طلب من الصبار رأيه في أسلوب القمع الذي أصبحت تنهجه الدولة لإجهاض مسيرات ووقفات حركة 20 فبراير. «وأنا مالي؟» كان هذا هو جواب الصبار الذي أضاف بعصبية «واش حيت الصحفيين تخدمو نهار الحد حتى احنا نخدموه ونفيقو فالصباح». لم تكن هذه المرة الأولى التي يواجه بها الصبار الصحفيين بموقف مماثل حيث أن «المناضل الحقوقي» سابقاً أصبح يتحاشى التعليق على خروقات «المخزن» وانتهاكات حقوق الإنسان، كما أنه أصبح يوجه اللوم في ما يقع إلى أي جهة بعيدة عن أجهزة الدولة منذ اعتلى كرسي منصبه الجديد.

حقوقيون يستنكرون العنف ضد المتظاهرين ويطالبون بفتح تحقيق

الرياضي: شباب 20 فبراير حريصون على ألا يقع أي انفلات من أي كان الصبار لـ"رويترز": المتظاهرون عمدوا إلى التظاهر دون ترخيص

الصبار أن القانون المغربي كما هو الشأن في البلدان الأوروبية يضع شروطا قانونية لتنظيم المظاهرات وذلك بتقديم تصريح للسلطات يوقع عليه ثلاثة أشخاص ويتطرق إلى موضوع المظاهرة والطرق التي ستسلك منها وتوقيت البداية والنهاية، مشيرا إلى أن تظاهرات حركة 20 فبراير قبل يوم الأحد الماضي لم تحترم هذه الشروط ومرت في جو حضاري لم تطلق فيه رصاصات واحدة ولم يعتقل شخص واحد ليتلقى المغرب إشادات دولية من بينها إشادة وزيرة الخارجية الأمريكية هيلاري كلينتون.

وبهذا الصدد قالت الرياض، إذا كانت بعض الجهات تستشهد بالإشادة الأمريكية، فالهينات الحقوقية وطنيا ودوليا تستشهد على أحداث العنف بتقاريرها التي تصف مستوى العنف الذي يتعرض له المحتجون، وكان آخرها تقرير لمنستي التي أظهرت بشكل جلي حجم تراجع حقوق الإنسان بالمغرب.

هذا واستنكرت المنظمة المغربية لحقوق الإنسان من جهتها استعمال العنف تجاه مواطنين ومواطنات واعتقال العديد من المتظاهرين وجرح العديد منهم ومن القوات العمومية بمدن مختلفة خاصة الرباط وطنجة وتطوان والدار البيضاء وفاس ووجدة وكابري وغيرها.

واستغربت المنظمة في بيان لها تصريحات لمسؤولين على المستوى المحلي، تبرر هذا التدخل العنيف بحجة عدم الترخيص لها فضلا عن كونها تخر "بحركة السير والجولان والتنقل... والنشاط التجاري...". مطالبة باستعجال إطلاق سراح جميع الموقوفين؛ وتقديم كل التوضيحات حول استعمال العنف خلال مسيرات 15 و 22 ماي 2011.

وفي موضوع ذي صلة، استنكرت الجمعية المغربية لحقوق الإنسان ما أسمته بـ"القمع الممنهج" من طرف مختلف أنواع القوات العمومية للمواطنين ببوعرفة (نساء، شيوخا، تلامذة،

أعلن المجلس الوطني لدعم حركة 20 فبراير تنظيم ندوة صحافية اليوم الخميس لتقييم المسيرات الشعبية ليوم الأحد 22 ماي، والتي قال بيان اللجنة المتابعة للمجلس، توصلت "التجديد" بنسخة منه، أنها كانت في 100 مدينة وحسب البيان سيتم في الندوة "تقديم توضيحات ومعطيات حول القمع الرهيب ليوم 22 ماي". وتأتي الندوة في خضم جدل حقوقي وقانوني حول أحداث الأحد الماضي.

وشددت خديجة الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان على أن الدول التي تحترم نفسها تعتبر مبدأ الحرية هو الأصل، مشيرة إلى الاحتجاجات الأخيرة التي عرفتها إسبانيا، حيث أنه بالرغم من القرار الذي أعلنته "لجنة الانتخابات" كهيئة لها صيغة قضائية والقاضي بمنع المسيرات في الشارع بسبب اقتراب موعد الانتخابات إلا أنها لم تنهج سياسة العنف لمنع المسيرات التي خرجت حينها، وهو ما اعتبرته الرياضي، في تصريح لـ"التجديد"، على خلفية تصريحات محمد الصبار، الكاتب العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، الأخيرة لوكالة "رويترز"، (اعتبرته) توجهها صائبا يحترم حقوق الإنسان في إطار مجتمع ديمقراطي وليس مجتمع تعسفي تطغى عليه مظاهر الفساد والاستبداد.

وأوضحت الرياضي، أن شباب 20 فبراير حريصون على طول المسيرات والوفقات التي يتظفوها على الممتلكات وعلى ألا يقع أي انفلات من أي كان، إلا أن يد القمع كانت، ومن خلال أحداث يوم الأحد والأحداث الموالية له، كانت تهدف إلى تكسير عظام المشاركين والاعتداء عليهم بشدة من خلال ضربهم بشكل مبرح والاعتداء عليهم حتى داخل سيارات الأمن، مشددة على أن تلك الأحداث عرفت العديد من الاعتقالات ولا يزال الكثيرون يحاكمون إلى اليوم.

هذا وكان محمد الصبار، قد صرح لوكالة رويترز أن المتظاهرين عمدوا إلى التظاهر دون ترخيص ودون احترام للشروط القانونية، وأضاف

المصادق عليها من طرف بلادنا، ومن ضمنها العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية المصادق عليه من طرف المغرب منذ 1979/05/03.

سناء كريم

نزيه وشغاف فيما وصفه البيان بـ"الانتهاكات التي مورست أثناء هذه الأحداث المتساوية من طرف المسؤولين الأمنيين، وتفعيل مبدأ عدم الإفلات من العقاب في حق كل من ثبتت مسؤوليته في قمع المواطنين؛ والالتزام باحترام المواثيق الدولية

معطلين، تقابيين، مدافعين عن حقوق الإنسان...)) خلال ممارستهم "حقهم في الاحتجاج السلمي، مطالبة بفتح تحقيق في هذا الأمر.

وطالبت الجمعية في مراسلة لكل من الوزير الأول، ووزير العدل، ووزير الداخلية بفتح تحقيق

محمد الصبار ليس هناك انتهاكا لحقوق الانسان في مظاهرات الأحد الماضي

الذي ترمى فيه بالسجناء بدون محاكمة بدون تهم بدون دفاع وتستعمل أراضي دول عريقة في الديمقراطية كفرنسا وبريطانيا لنقل المعتقلين اليه.

كما أشار الى منع النقاب في فرنسا واجراء سويسرا «المحايدة» استفتاء على حظر بناء المازن وهو ما اعتبره «خرق» سافر لحرية العقيدة.

وقال ان المنحى «التراجعي الذي عرفه العالم بعد 11 سبتمبر 2001 لم يسلم منه المغرب».

وبخصوص الانتفاضات الشعبية التي يشهدها العالم العربي قال الصبار «ما وقع في المنطقة العربية كان بالنسبة اليها في المغرب رافعة سياسية للرفع من وتيرة الإصلاحات».

وقال «المغرب يمثل استثناء وخطاب 9 مارس تضمن معايير هي نفس المعايير المتضمنة في الوثيقة الدستورية الديمقراطية العالمية».

وأردف «نحن ننتقل الى الديمقراطية بشكل عادي بدون دم أو مدافع».

تطالب باصلاحات سياسية واقتصادية واجتماعية اقتصرت عليها المطالب في مظاهراتها التي مرت جميعا بسلام على الإصلاح ومكافحة الفساد والرشوة فقط.

وكانت الحركة تتظاهر عادة في الشوارع الرئيسية لمدن البلاد الا أنها في الفترة الاخيرة دعت الى التظاهر في أحياء شعبية تعج بالفقر والبطالة والمنحرفين.

وقال الصبار «لم نتلق أية شكاية بخصوص قمع السلطات للمظاهرة تتبعنا ما جرى في قصاصات الصحف» ودافع الصبار عن مكتسبات المغرب الحقوقية وعلى رأسها هيئة الانصاف والمصالحة التي أنهت مهامها في أواخر العام 2005 وشكلها جلاله الملك لطي صفحة انتهاكات حقوق الانسان التي وقعت على عهد المغفور له الحسن الثاني.

وقال الصبار انه ليس هناك بلد بدون انتهاكات «الولايات المتحدة زعيمة العالم الديمقراطي أحدثت معتقل جوانتانامو

قال محمد الصبار الامين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان أن «القانون المغربي كما هو الشأن في البلدان الأوروبية يضع شروطا قانونية لتنظيم المظاهرات وذلك بتقديم تصريح للسلطات يوقع عليه ثلاثة أشخاص ويتطرق الى موضوع المظاهرة والطرق التي ستسلك منها وتوقيت البداية والنهاية».

وأضاف في مقابلة مع رويترز ومع ذلك كل تظاهرات حركة 20 فبراير قبل يوم الاحد لم تحترم هذه الشروط ومررت في جو حضاري لم تطلق فيه رصاصة واحدة ولم يعتقل شخص واحد ليتلقى المغرب اشادات دولية من بينها اشادة وزيرة الخارجية الأمريكية هيلاري كلينتون».

وقال الصبار أيضا «تدخل الشرطة في مظاهرة يوم الاحد بسبب أن الحركة الشبابية فضلت تنظيم تظاهرات في أحياء شعبية تتميز بكثافة سكانية» وتسائل «هل تستطيع الحركة تأطير مظاهرات في مثل هذه الأحياء».

وكانت حركة 20 فبراير الشبابية التي

الصبار لا يرى انتهاكا لحقوق الانسان في مظاهرات الاحد

روبيرز
الاربعاء 25 ماي 2011

الرباط - دافع حقوقي مغربي بارز يوم الثلاثاء عن استخدام السلطات المغربية للعنف في التصدي للمظاهرات التي نظمت يوم الاحد في عدد من مدن المملكة احتجاجا على الاوضاع السياسية والاقتصادية للبلاد قاتلا ان المتظاهرين عمدوا الى التظاهر دون ترخيص ودون احترام للشروط القانونية

محمد الصبار

وقال محمد الصبار الامين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان وهو هيئة استشارية استحدثها العاهل المغربي محمد السادس في مارس اذار "القانون المغربي كما هو الشأن في البلدان الاوروبية يضع شروطا قانونية لتنظيم المظاهرات وذلك بتقديم تصريح للسلطات يوقع عليه ثلاثة أشخاص ويتطرق الى موضوع المظاهرة والطرق التي ستسلك منها وتوقيت البداية والنهاية"

وأضاف في مقابلة مع روبرز "ومع ذلك كل تظاهرات حركة 20 فبراير قبل يوم الاحد لم تحترم هذه الشروط ومرت في جو حضاري لم تطلق فيه رصاصة واحدة ولم يعتقل شخص واحد ليتلقى المغرب اشادات دولية من بينها اشادة وزيرة الخارجية الامريكية هيلاري كلينتون." وقال الصبار وهو حقوقي ومحام أيضا "تدخل البوليس في مظاهرة يوم الاحد بسبب "أن الحركة الشبابية فضلت تنظيم تظاهرات في أحياء شعبية تتميز بكثافة سكانية". وتساءل "هل تستطيع الحركة تأطير مظاهرات في مثل هذه الاحياء"

وكانت حركة 20 فبراير الشبابية التي تطالب باصلاحات سياسية واقتصادية واجتماعية مستلهمة المظاهرات التي عمت عدة دول عربية وأطاحت في تونس ومصر برئيسيهما قد بدأت بالاحتجاج كما يدل اسمها في 20 فبراير شباط

وخلافا لدول عربية أخرى اقتصر المطالب في مظاهراتها التي مرت جميعا بسلام على الاصلاح ومكافحة الفساد. والرشوة دون المطالبة باسقاط النظام. وكانت الحركة تتظاهر عادة في الشوارع الرئيسية لمدن البلاد الا أنها في الفترة الاخيرة دعت الى التظاهر في احياء شعبية. تعج بالفقر والبطالة والمنحرفين. وتصدت السلطات للمحتجين يوم الاحد لأول مرة بعنف في الرباط والدار البيضاء وطنجة ومدن أخرى

وقال الصبار "لم نتلق أية شكاية بخصوص قمع السلطات للمظاهرة تتبعنا ما جرى في قصاصات الصحف" وأدانت منظمات حقوقية محلية ودولية أسلوب العنف ومن بينها منظمة العفو الدولية التي قالت ان "قوات الامن فرقّت المظاهرات بطريقة عنيفة... طاردت المحتجين وضربتهم بالهراوات والركل." واستنكرت المنظمة المغربية لحقوق الانسان المستقلة يوم الثلاثاء "استعمال العنف تجاه مواطنين ومواطنات واعتقال العديد منهم ومن القوات العمومية بمدن مختلفة خاصة الرباط وطنجة وتطوان والدار البيضاء وفاس ووجدة وأجدير وغيرها

واتهمت الحكومة المغربية اسلاميين ويساريين متطرفين بنشر الاضطرابات في المغرب تحت غطاء المطالبة بالديمقراطية. وكان الملك محمد السادس قد سارع بعد أولى مظاهرات 20 فبراير للاعلان في خطاب وجهه الى الشعب المغربي في التاسع من مارس اذار عن مجموعة اصلاحات على رأسها تغيير الدستور وتخويل صلاحيات واسعة للوزير الاول واستقلال القضاء

وعين العاهل المغربي هيئة من المنتظر أن ترفع له الشهر المقبل مقترحاتها بشأن تعديل الدستور الذي سيعرض على الشعب للاستفتاء في يوليو تموز. ودافع الصبار عن مكتسبات المغرب الحقوقية وعلى رأسها هيئة الانصاف والمصالحة التي أنهت مهامها في أواخر العام 2005 وشكلها العاهل المغربي لطى صفحة انتهاكات حقوق الانسان التي وقعت في عهد والده الملك الراحل الحسن الثاني

وقال الصبار انه ليس هناك بلد بدون انتهاكات "الولايات المتحدة زعيمة العالم الديمقراطي أحدثت معتقل جوانتانامو الذي ترمى فيه بالسجناء بدون محاكمة بدون تهمة بدون دفاع وتستعمل أراضي دول عريقة في الديمقراطية كفرنسا وبريطانيا المحايدة" استفتاء على حظر بناء المازن وهو ما "لنقل المعتقلين اليه" كما أشار الى منع النقاب في فرنسا واجراء سويسرا اعتبره "خرق سافر لحرية العقيدة". وقال ان المنحى "التراجعي الذي عرفه العالم بعد 11 سبتمبر 2001 لم يسلم منه المغرب".

وبخصوص الانتفاضات الشعبية التي يشهدها العالم العربي قال الصبار "ما وقع في المنطقة العربية كان بالنسبة اليها في المغرب رافعة سياسية للرفع من وتيرة الاصلاحات

مطالب الشارع المغربي لم تتجاوز سقف الملكية البرلمانية في دول أخرى هناك شعار ارحل". وقال "المغرب" وأضاف يمثل استثناء وخطاب 9 مارس تضمن معايير هي نفس المعايير المتضمنة في الوثيقة الدستورية الديمقراطية العالمية". نحن ننقل الى الديمقراطية بشكل عادي بدون دم أو مدافع" وأردف

مين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان لا يدافع عن استعمال العنف في التصدي للمظاهرات

بعث المجلس الوطني لحقوق الإنسان رسالة توضيح لمكتب وكالة رويترز بالرباط يستغرب من خلالها تأويل مراسلي الوكالة للتصريحات التي كان أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، السيد محمد الصبار، قد أدلى بها خلال لقاء ، وينفي من خلالها أيضا دفاع الأمين العام عن استعمال العنف في 2011 صحفي معه ظهيرة يوم الثلاثاء 24 ماي التصدي للمظاهرات.

وقد كانت وكالة رويترز قد قالت في مقال نشر على موقعها الإلكتروني إن السيد الصبار "يدافع عن استخدام السلطات ، وهو الشيء الذي رأى فيه السيد الصبار "2011 المغربية للعنف في التصدي للمظاهرات التي نظمت يوم الأحد 22 ماي خلطا بين ما قاله صراحة والتأويل الذي أعطي لما قال

:وفي ما يلي النص الكامل للتوضيح الذي بعث به المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى مكتب وكالة رويترز بالرباط

الرباط، 25 ماي 2011"

إلى السيد المحترم

المسؤول عن مكتب وكالة رويترز بالرباط

توضيح: الموضوع

تحية طيبة،

وبعد، بناء على الفصل 26 من قانون الصحافة والنشر، بشأن ضمان حق الرد، وتبعا للمقال المنشور بموقع "رويترز ، الصادر يوم الثلاثاء 24 "حقوق مغربي بارز لا يرى انتهاكا لحقوق الإنسان في مظاهرات الأحد" عربي" تحت عنوان ماي 2011؛

يشرفني أن أوافيكم بالتوضيح التالي

جاء في مقالكم ما مفاده أن أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، السيد محمد الصبار، دافع عن "استخدام السلطات المغربية للعنف في التصدي للمظاهرات التي نظمت يوم الأحد 22 ماي 2011"، وهو ما يتنافى مع ما جاء صراحة على لسان السيد الأمين العام، أثناء اللقاء الصحفي الذي عقدتموه معه ظهيرة اليوم ذاته. إن ما نشرتم ما هو إلا تأويل وتعليق خاص بالوكالة على تصريحات السيد الأمين العام خلال استجواب لم ينشر كاملا بعد تتوفرون على تسجيله الكامل.

صحيح أن أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في سياق الحديث عن المظاهرات التي شهدتها مدن عدة من المملكة المغربية، قال إن المتظاهرين تظاهروا دون الحصول على ترخيص ودون احترام للشروط القانونية، لكن هذا لا يعني البتة أنه يدافع عن استعمال العنف، ذلك أن عدم الحصول على الترخيص المذكور يعتبر من وجهة نظر قانونية

خرقا للقانون الذي ينص على ضرورة تقديم تصريح للسلطات في الموضوع. وهذا أمر قانوني محض لا علاقة لموقف السيد أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان به

وكذلك الشأن بالنسبة لقوله إن الشرطة تدخلت يوم الأحد "بسبب أن الحركة الشبابية فضلت تنظيم تظاهرات في أحياء شعبية تتميز بكثافة سكانية"، فهذا لا يشير، لا من قريب أو بعيد، إلى أن السيد أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان يدافع عن استعمال العنف، لأنه لم يقدم سوى تفسيراً لما قد يدفع الشرطة إلى التدخل لتفريق المتظاهرين، داعياً إلى ضرورة احترام القانون

يوسفني أن أقف في مقالكم على خلط خطير بين ما قيل صراحة وتأييلكم لما قيل، أمر يعد خرقاً صريحاً لأخلاقيات المهنة وغير منتظر من وكالة دولية من حجم رويترز. فإذا كان السيد أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان وضعكم في السياق القانوني للمظاهرات المذكورة، موضحاً دواعي العنف المشروع ومدى العنف غير المشروع، فهذا لا يعني أنه يدافع عن العنف بحد ذاته. فكما سبقت الإشارة إلى ذلك، عدم الحصول على تصريح مسبق للتظاهر هو خرق للمقتضيات القانونية الجاري بها العمل، وهذه حقيقة لا يمكن دحضها بأي شكل من الأشكال

التظاهر السلمي حق تكفله "ولا بد من الإشارة إلى أن السيد أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان قال صراحة إن جميع المواثيق المرتبطة بحقوق الإنسان"

وإذ يتشبت المجلس الوطني لحقوق الإنسان بحقه في الرد ونشر هذا التوضيح، يدعوكم، بكل حسن نية، إلى نشر نص الاستجواب كاملاً ليطلع عليه القارئ المغربي والأجنبي ويتمكن من تكوين رأيه الخاص، دون تأويل، مؤكداً أن أبوابه مفتوحة دائماً في وجه الصحفيين ويبقى رهن إشارتهم لإطلاعهم على عمله وتقديم أية معلومات ترتبط بعمله أو برامجه أو مشاريعه أو مهامه

[Le CNDH soutient la répression des manifestations du 22 mai](#)

25 mai 2011 [0 commentaires](#)

Mohamed Sebbar, le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a affirmé mardi à Reuters que les autorités ont usé de la force dimanche 22 mai pour disperser des manifestations qui n'étaient pas autorisées et ne respectaient pas les lois en vigueur.

Plusieurs conditions doivent être réunies pour qu'une manifestation soit autorisée comme c'est le cas en Europe, explique le secrétaire général du CNDH à Reuters.

Sebbar précise par ailleurs que de nombreuses manifestations organisées par le Mouvement du 20 février n'étaient pas autorisées et n'ont pourtant pas été réprimées.

Si la police est intervenue pour disperser les manifestants dimanche dernier, renchérit Mohamed Sebbar, c'est parce que le mouvement de jeunes a préféré organiser des manifestations dans des quartiers populaires connus pour la densité de leur population.

ما وراء الأخبار

توفيق بوعشرين

لحم : 26 - 05 - 2011

الأخبار مثل جبال الجليد، لا يظهر إلا جزء صغير منها، فيما ثلاثة أرباعها تكون تحت الماء. عادة ما يبحث الناس عما وراء الأخبار، عن سياقها وأسباب نزولها وتوقيتها، وما تضمّر لا ما تظهر.. ما تخفي لا ما تعلن... يقول الخبر: «لم أف على أي مكان يمكن اعتباره معتقلا سريا في إدارة DST في تمارة»، الكلام للوكيل العام للملك بالرباط، حسن الداكي، القادم حديثا من طنجة التي مكث فيها طويلا قبل أن ينتقل إلى حي الرباط خلفا لمعمر آخر تقاعد مؤخرا اسمه حسن العوفي... الكلام نفسه قاله اليازمي والصبّار، نجما المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وإن كنت أتمنى أن يبقى المجلس بعيدا عن هذا الموضوع صونا لمصادقية هو في بداية مشوارها الطويل... طبعا السيد الداكي، كما السيدان اليازمي والصبّار، قالوا إنهم لم يقفوا على أي زنازين ولا سلاسل ولا أماكن احتجاز أثناء زيارتهم. طبعا لن تجدوا شيئا من هذا أثناء زيارتكم التي أعلن عنها وزير الاتصال قبل موعدها بثلاثة أيام، حتى إن افترضنا -والشك من الفطنة- أن هذه الإدارة كانت تخرج عن اختصاصاتها، وكانت تعتقل المشتبه فيهم لديها، فإنها ستحمو آثار ما لا يدخل في اختصاصها، ليس هذا هو المهم. الآن الذي فهمته شخصيا من عملية «تبييض» صورة جهاز DST أن الدولة تريد أن تقدم هدية لهذا الجهاز على عمله الجبار أثناء التحقيق السريع والنظيف في تفجيرات أركانة، وأن زيارة الوكيل العام للملك وممثلي المجلس الوطني لحقوق الإنسان والبرلمانيين هدفها -الزيارة- هو تحسين صورة جهاز المخابرات التي تضررت كثيرا في ملف الإرهاب. هذا من جهة، ومن جهة أخرى فإن طي صفحات الممارسات غير القانونية في عمل الجهاز، ومحاولة تكسير صورة معتقل سري موجود في غابة تمارة، هو الهدف الأول، أما تصريحات الوكيل العام والصبّار والبرلمانيين فإنها «خضرة فوق الطعام». لا بأس، لقد طوى المغرب صفحات أكثر سوادا من هذه، وإن كانت قنفاذ الخروقات ليس فيها قنفاذ أملس... الآن يجب على الحموشي ورجاله ونسائه أن يضعوا دليلا جديدا للعمل وإطارا قانونيا للبحث والتحري، وأن يأخذوا نموذجا لذلك ما صنوه في تحريات الأركانة، حيث ظهر عادل العثماني، أثناء إعادة تمثيل جريمته أمام عدسات الكاميرات، وكأنه «براد بيت» في كامل صحته أناقته مزهوا بما فعل، وهو يحمل قيثارة «ياماها» للتمويه، حتى إن زميلا صحافيا علق على صور عادل بالقول: «ألم يجدوا إرهابيا يعيد تمثيل الجريمة إلا هذا البوغوس».

الآن عند وزارة العدل مشروع قانون جنائي جديد. أدخلوا DST تحت معطف الشرطة القضائية التي تعمل تحت وصاية وتوجيه وكيل الملك، ووفروا لهم ما يكفي من الموارد المالية والبشرية، وأبعدوا الجهاز عن أي نوع من التسييس، وحاسبوا أعضائه إذا أخطؤوا، والخطأ من صفات البشر، وأجبروا إدارة هذا الجهاز على المثول أمام البرلمان، وعلى تعيين ناطق رسمي باسمها... هذا كل ما في الأمر. إذا فعلتم ذلك فلن يفكر أحد في الحديث كل يوم عن DST ويلوك اسمها، ولن يفكر شباب 20 فبراير في تناول سانديتشتاتهم أمام مقرها...

أسرى الحرب مع البوليساريو يواصلون اعتصامهم أمام البرلمان

تليكسبريس- عزيز الدادسي

يواصل الجنود المتقاعدون الذين كانوا معتقلين عند البوليساريو اعتصامهم المفتوح اليوم الأربعاء 25 ماي أمام مقر البرلمان. رافعين لافتات تطالب باسترجاع كل الاقتطاعات من الرواتب التي همت فترة الأسر في مخيمات تندوف والإفراج عن تعويضات التنقل.

وكتبوا في لافتات أخرى: "الصحراء حررنا وبالدماء سقيناها، والحقوق ما شفناها"، وقد قضت هذه الفئنة أسابيع بلياليها أمام مقر البرلمان محملين بأغظيتهم وأفرشتهم وأوانيهم، محتلين بذلك مساحة هامة أمام هذه المؤسسة، لكن دون أن تجد مطالبهم طريقا للحل، مما حدا بهم إلى مراسلة، إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لعل وعسى يتم تسريع ملفهم الحقوقي وطي صفحة المعاناة التي لاقوها في معتقلات البوليساريو.

وقد طالب أسرى حرب الوحدة الترابية المتقاعدين، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بفتح ملف خاص بهم، موضحين في رسالة توصلت بها "تليكسبريس"، أنهم بعد العودة إلى أرض الوطن وجدوا أنفسهم تانهين وأحيلوا على التقاعد بدون محاسبة دقيقة، وبنفس الرتب العسكرية التي تم أسرهم بها.

وتحمل الرسالة المذكورة صورا بشعة من المعاناة التي عاشها الجنود المغاربة الذين أسروا في الحرب لدى جبهة الانفصاليين، حيث التعذيب الممنهج والمتمثل في الأعمال الشاقة في البناء وحفر الآبار، الأمر الذي خلف العديد من الوفيات.

كما كانت هذه الفئنة تستغل في تفرغ الحاويات من الذخائر والمساعدات الغذائية مع الإجماع الدوري والمستمر على التبرع بالدم بدون اعتبار للمعايير الطبية وللحالة الصحية للأسرى. بالإضافة إلى هتك كرامة بعض الأسرى تحت تهديد السلاح، وأحيانا القتل أمام أعين الجميع والكي بالنار على مستوى الجهاز التناسلي.

ووقفت الرسالة أيضا على جملة من الانتهاكات كانت تقوم بها جبهة البوليساريو، كإجبار الأسرى المغاربة على تلاوة بيانات ضد الوطن والملك على أمواج إذاعة المرتزقة وإذاعة الجزائر وبعض القنوات الأجنبية والمثول أمام الصحافة الجزائرية.

إلى ذلك، تطالب هذه المجموعة من أسرى الحرب، بجبر الضرر ورد الاعتبار والتعويض المادي عن سنوات الأسر، والاستفادة من بطاقة مكفولي الأمة.

سرى الحرب مع البوليساريو يواصلون اعتصامهم أمام البرلمان

الأربعاء, 25 مايو 2011 19:34

هيبريس يواصل الجنود المتقاعدون الذين كانوا معتقلين عند البوليساريو اعتصامهم المفتوح اليوم الأربعاء 25 ماي أمام مقر البرلمان. رافعين لافتات تطالب باسترجاع كل الاقتطاعات من الرواتب التي همت فترة الأسر في مخيمات تندوف والإفراج عن تعويضات التنقل. وكتبوا في لافتات أخرى: "الصحراء حررنا وبالدماء سقيناها، والحقوق ما شفناها"، وقد قضت هذه الفئة أسابيع بلياليها أمام مقر البرلمان محملين بأخطيتهم وأفرشتهم وأوانيهم، محتلين بذلك مساحة هامة أمام هذه المؤسسة، لكن دون أن تجد مطالبهم طريقا للحل، مما حدا بهم إلى مراسلة، إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لعل وعسى يتم تسريع ملفهم الحقوقي وطي صفحة المعاناة التي لاقوها في معتقلات البوليساريو.

وقد طالب أسرى حرب الوحدة الترابية المتقاعدين، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بفتح ملف خاص بهم، موضحين في رسالة توصل بها، أنهم بعد العودة إلى أرض الوطن وجدوا أنفسهم تائهيين وأحيلوا على التقاعد بدون محاسبة دقيقة، وبنفس الرتب العسكرية التي تم أسرهم بها. وتحمل الرسالة المذكورة صورا بشعة من المعاناة التي عاشها الجنود المغاربة الذين أسروا في الحرب لدى جبهة الانفصاليين، حيث التعذيب الممنهج والتمثل في الأعمال الشاقة في البناء وحفر الآبار، الأمر الذي خلف العديد من الوفيات.

كما كانت هذه الفئة تستغل في تفريغ الحاويات من الذخائر والمساعدات الغذائية مع الإيجار الدوري والمستمر على التبرع بالدم بدون اعتبار للمعايير الطبية وللحالة الصحية للأسرى. بالإضافة إلى هتك كرامة بعض الأسرى تحت تهديد السلاح، وأحيانا القتل أمام أعين الجميع والكي بالنار على مستوى الجهاز التناسلي.

ووقفت الرسالة أيضا على جملة من الانتهاكات كانت تقوم بها جبهة البوليساريو، كإجبار الأسرى المغاربة على تلاوة بيانات ضد الوطن والملك على أمواج إذاعة المرتزقة وإذاعة الجزائر وبعض القنوات الأجنبية والمثول أمام الصحافة الجزائرية. إلى ذلك، تطالب هذه المجموعة من أسرى الحرب، بجبر الضرر ورد الاعتبار والتعويض المادي عن سنوات الأسر، والاستفادة من بطاقة مكفولي الأمة

المجلس الوطني لحقوق الإنسان من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني

د. أحمد المومني

إطار إداري وباحث في القانون العام

ahmed.elmoumni@yahoo.com

تقديم

اعتبارا للإنجازات التي حققتها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في مجال تعزيز الحقوق والحريات وتسوية ماضي الانتهاكات وتحقيق الأهداف الإستراتيجية للتجربة المغربية في مجال العدالة الانتقالية، ومن أجل تعزيز عمل والارتقاء بمهنية المجلس وتعزيز استقلالته وضمان أن يكون جزءا من دينامية الجهوية المتقدمة، تم الارتقاء بهذا المجلس من مؤسسة استشارية، إلى مجلس وطني لحقوق الإنسان، وفق المعايير الدولية في هذا الشأن ().

وقد منح الظهير الملكي المحدث للمجلس الوطني لحقوق الإنسان () اختصاصات أوسع، سواء على المستوى الوطني أو الجهوي، الشيء الذي يضمن للمجلس مزيدا من الاستقلالية والتأثير في مجال حماية حقوق الإنسان والدفاع عنها. كما يتميز المجلس الوطني الجديد، باعتماد آليات جهوية للدفاع عن حقوق الإنسان وصيانتها، في تنظيمه وممارسة اختصاصه (). ويرجعنا إلى ما جاء به الظهير من إصلاح وإعادة هيكلة المجلس الاستشاري، فيعتبر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مؤسسة وطنية تعددية ومستقلة تتولى مهمة النظر في جميع القضايا المتعلقة بالدفاع عن حقوق الإنسان والحريات وحمايتها، وضمان ممارستها والنهوض بها، وصيانة كرامة وحقوق وحريات ويسهر المجلس من أجل ذلك على رصد ومراقبة وتتبع أوضاع حقوق الإنسان على الصعيدين الوطني والجهوي . وهكذا سنتطرق للسياق العام الذي جاء في إطاره إعادة هيكلة المجلس الاستشاري (أولا)، ثم سنتطرق بعد ذلك لأهم محاور التحديث سواء فيما يتعلق بتشكيل المجلس الوطني لحقوق الإنسان (ثانيا)، صلاحيات وأوجه تدخل المجلس (ثالثا) وأخيرا الآليات المخولة للمجلس (رابعا).

أولا /السياق العام لإعادة هيكلة المجلس

إن إعادة هيكلة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يتزامن مع الحراك الذي يعرفه المجتمع المغربي ورياح المناخ المطالبة بالتغيير السائدة حاليا في المنطقة العربية، مما يحتم على مثل هذه الأجهزة القيام بالدور المطلوب منها والمتمثل في العمل على تجسيد إصلاح وضعية حقوق الإنسان بطريقة جادة وحقيقية، تضمن إرساء القواعد الأساسية لحقوق الإنسان سواء كانت هذه الحقوق من الجيل الأول من الحقوق المرتبط بالحريات كالحقوق المدنية والسياسية (حرية الدين والتعبير والرأي الخ)، أو من الجيل الثاني المرتبط بالأمن كالعمل والتعليم والمأكل والرعاية الصحية الخ، وهي الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية .

إلا أن المغرب شكل استثناء في المنطقة في هذا المجال، وذلك للعديد من الاعتبارات أهمها السبق في تدشين مرحلة جديدة منذ التسعينيات من القرن الماضي، على قاعدة حقوق الإنسان، والإفراج عن المعتقلين السياسيين، ومراجعة سلسلة من التشريعات المرتبطة بمجال الحقوق والحريات العامة، والتعددية الحزبية التي حسم فيها منذ السنوات الأولى للاستقلال (). وهكذا جاء إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان لتكريس مسلسل تعزيز دولة الحق والقانون والمؤسسات، وليحل محل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، الذي تم إنشائه في ظل التحول السياسي الذي شهده المغرب سنة 1990، ليكون إحدى المؤسسات الرئيسية المساهمة في عملية الانتقال الديمقراطي بالمملكة، خاصة في مجال تسوية ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بعد إعادة تنظيمه سنة 2002. كما يجسد التزام المملكة المغربية بحماية حقوق المواطنين وحرياتهم وتشبثها باحترام التزاماتها الدولية فيما يتعلق بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها ().

إذن يعتبر انتقال المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى مجلس وطني مرحلة جد متقدمة في المسار المؤسساتي للمغرب، وخاصة على مستوى الدفاع عن احترام هاته الحقوق. حيث يكمن دور المجلس في تعزيز المكتسبات والإنجازات التي حققتها المغرب لتقوية دولة الحق والقانون وتعزيز التقدم الديمقراطي ().

ثانيا/ تشكيل المجلس الوطني لحقوق الإنسان

حرص الظهير على أن تجمع تشكيل المجلس الوطني لحقوق الإنسان بين التعددية والكفاءة والخبرة وتمثيلية المرأة والتمثيلية الجهوية. وهكذا فبالإضافة إلى الرئيس، والأمين العام، والمسؤول عن المؤسسة المكلفة بالنهوض بالتواصل بين المواطن والإدارة، ورؤساء اللجان الجهوية المحدثه، يضم المجلس الوطني لحقوق الإنسان 30 عضوا يعينون لولاية مدتها أربع سنوات قابلة للتجديد .

ويتم اختيار الأعضاء بعد التشاور من بين الشخصيات التي تمثل القوى الحية للمجتمع (جمعيات ونقابات وبرلمان ووجوه فكرية ومن أعضاء سلك القضاء وأساتذة التعليم العالي وخبراء مغاربة لدى الأمم المتحدة) وتعمل ضمن مجالات حقوق الإنسان ولديها خبرة وتجربة في هذا المجال .

ويتوزع الأعضاء على خمسة أصناف، ثمانية أعضاء يعينهم صاحب الجلالة من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهماتها القيمة على الساحة الوطنية والدولية، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها . وأحد عشر عضوا يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان ومشهود لهم بعملهم الجدي في هذا المجال، إضافة إلى ثمانية أعضاء يتم ترشيحهم من قبل رئيسي غرفتي البرلمان. فبالنسبة لرئيس مجلس النواب يختار عضوين من بين البرلمانين بعد استشارة الفرق البرلمانية، وعضوين من بين الخبراء المغاربة العاملين ضمن الهيئات الدولية المعنية بحقوق الإنسان. أما بالنسبة لرئيس مجلس المستشارين فيختار أربعة أعضاء يتم اقتراحهم من قبل الهيئة أو الهيئات التي تمثل على التوالي الأساتذة الجامعيين والصحفيين المهنيين والهيئة الوطنية للأطباء وجمعية هيئات المحامين بالمغرب .

أما الصنف الرابع فيشمل عضوين يتم اقتراحهما من قبل الهيئات الدينية العليا، في حين يشمل الصنف الخامس عضوا واحدا تقترحه الودادية الحسنية للقضاة. ومن أجل مزاولة مهامهم، فإن الرئيس والأعضاء يتمتعون بحماية تضمن لهم ممارسة مهامهم باستقلالية. وهم ملزمون بالتحفظ وكتمان السر ..

ومن بين ما جاء به الظهير الجديد، تجريد الوزراء الأعضاء من الصفة التقريرية وانحصار دورهم في المشاركة الاستشارية ، و كذلك عضوية رئيس مؤسسة الوسيط المأمول من تواجده تقوية التكامل بين المجلس الاستشاري وبين مؤسسة الوسيط المنوط بها رفع الظلم عن الأفراد و توجيه الإدارة نحو خلق علاقات تواصلية مع المواطنين .

وفي ما يتعلق بعمل المجلس، فإنه يتم تحت مسؤولية رئيس وأمين عام يتم تعيينهما بظهير، وإلى جانبهما ينهض مكتب تنفيذي، مكون من رؤساء مجموعات العمل والمقررين بالمهام الموكولة إليه من قبل المجلس. ويتمتع المجلس بالأهلية القانونية والاستقلال المالي، وبهذه الصفة ترصد له اعتمادات من ميزانية الدولة لتغطية نفقات التسيير والتجهيز .

ثالثا/ صلاحيات وأوجه تدخل المجلس الوطني لحقوق الإنسان

حمل ظهير إعادة تنظيم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان تعديلات جديدة أدخلت بمقتضاها إصلاحات جوهرية مست صلاحياته و أوجه تدخله، و أهله ليكون جهازا قادرا على معالجة قضايا حقوق الإنسان، و تحقيق الرقابة على حالات انتهاكها .

-1 في مجال حماية حقوق الإنسان والحريات والدفاع عنها

حرص الظهير المحدث بموجبه المجلس الوطني لحقوق الإنسان على جعله آلية وطنية للنهوض بحقوق الإنسان والحريات وحمايتها، على تعزيز استقلالية هذه المؤسسة مع تشكيلة تعددية وعقلانية واختصاصات واسعة علاوة على تعزيز القدرة والتناسق مع المعايير الدولية في هذا المجال ولا سيما مبادئ باريس .

وهكذا سيكون من اختصاصات هذه المؤسسة المشورة، والمراقبة، والتحذير الاستباقي ، وتقييم وضعية حقوق الإنسان بالإضافة إلى التفكير وإثراء النقاش بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان عبر مجموع التراب الوطني وإعداد تقرير سنوي وتقارير متخصصة أو موضوعاتية تعرض على النظر السامي لجلالة الملك .

وفي هذا الإطار بإمكان المجلس بمبادرة منه أو على أساس شكاوى، القيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان وتوجيه الاستدعاء، عند الاقتضاء ، لكل شخص يمكنه الإدلاء بشهادته في هذا الإطار .

كما يمكن للمجلس التدخل بوصفه آلية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كفيلة بالنسب في انتهاكات لحقوق الإنسان واتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الانتهاكات .

ومن بين مهام المجلس بوصفه مؤسسة وطنية، إمكانية زيارة مراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة ظروف السجناء () .

إذن أبرز ما يميز المهام التي أنيطت بالمجلس تلك المتعلقة باتساع صلاحيته لتشمل التصدي لحالات خرق حقوق الإنسان، بصفة تلقائية أو بطلب ممن يعينهم الأمر، وبالتالي أصبح بوسع المجلس الاستشاري إحالة القضايا على نفسه، واتخاذ آراءه الاستشارية وتصويراته بشأنها وهنا لا بد من الإشارة إلى دور ديوان المظالم المرتقب منه تفعيل هذا المكسب بالنظر إلى عضوية القائم على أعماله ضمن تشكيلة المجلس وتداخل اختصاصات الجهازين معا في هذا الباب .

2/ملائمة النصوص التشريعية والتنظيمية الوطنية للمعاهدات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان

في اتجاه إقرار البعد العالمي لحقوق الإنسان وتكريس سمو المعاهدات الدولية، نجد ظهير التحديث فتحت آفاقا جديدة أمام اختصاصات المجلس حينما أوكل إليه دراسة مدى ملائمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي الإنساني في ضوء الملاحظات والتوصيات التي تتقدم بها هيئات المعاهدات والمشاركة في وضع الآليات المنصوص عليها من طرف المؤسسات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان .

ويتعلق الأمر بالتوصيات المصادق عليها من طرف لجنة حقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة في مارس 1992 (قرار 54/1992) والجمعية العامة (قرار 20 دجنبر 1993) والتي يمكن تلخيصها من حيث الصلاحيات والاختصاصات كهيئة وطنية مخولة بصلاحيات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها كصلاحيات موسعة قدر الامكان ومنصوص عليها بشكل واضح في نص دستوري أو قانوني يحدد تشكيلتها ومجال اختصاصها .

وكذا قيامها كهيئة وطنية، بصفة استشارية، بمد الحكومة والبرلمان وكل الأجهزة الأخرى المختصة سواء من خلال ممارسة مهامها بشكل مستقل أو بطلب من السلطات المعنية، بآراء وتوصيات ومقترحات وتقارير تتعلق بكل القضايا المرتبطة

بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، ويمكن للهيئة الوطنية أن تقرر في نشرها .
كما تتكلف بمهمة التطوير والحرص على الملاءمة بالنسبة للتشريع والقوانين والممارسات الوطنية مع الآليات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، التي انخرطت فيها الدولة، وكذا السهر على تنفيذها الفعلي علاوة على التحفيز على المصادقة على هذه الآليات أو الانضمام إلى هذه النصوص والتأكد من تطبيقها، والمساهمة في إعداد التقارير التي يتعين على الدول تقديمها إلى أجهزة ولجن الأمم المتحدة وكذا للمؤسسات الإقليمية تطبيقا لالتزاماتها والقيام عند الاقتضاء بإبداء الرأي في هذا الصدد في إطار احترام استقلاليتها () .

إذن في مجال النهوض بحقوق الإنسان يسهر المجلس على النهوض بمبادئ وقواعد القانون الدولي الإنساني والعمل على ترسيخها؛ ويساهم، بكل الوسائل، في النهوض بثقافة حقوق الإنسان والمواطنة .

3/ ترسيخ المكتسبات الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب
في مجال إغناء النقاشات بشأن قضايا حقوق الإنسان والديمقراطية، يضطلع المجلس بدور الرابط بين الجمعيات الوطنية، والمنظمات الدولية غير الحكومية بالإضافة إلى الهيئات التابعة لمنظمة الأمم المتحدة، وينظم ملتقيات وطنية وإقليمية ودولية لحقوق الإنسان يتم خلالها تسليم "الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان" .

وعلاقة بتقوية قنوات التواصل والتعاون ودعم مبادرات الدفاع عن حقوق الإنسان، أشار الظهير إلى دور المجلس في تسيير التعاون بين السلطات العمومية وممثلي الجمعيات الوطنية والدولية والشخصيات ذات الكفاءة في الحقل الحقوقي وكذا التنسيق مع هذه المؤسسات بخصوص حماية حريات المغاربة القاطنين بالخارج وصون حقوقهم .

وبالإضافة إلى ذلك، يتولى المجلس تنظيم منتديات وطنية وإقليمية ودولية لحقوق الإنسان لإثراء الفكر والحوار حول قضايا حقوق الإنسان وتطوراتها وأفاقها، كما يساهم في تعزيز البناء الديمقراطي من خلال النهوض بالحوار المجتمعي التعددي، وتطوير كافة الوسائل والآليات المناسبة لذلك، بما فيها ملاحظة العمليات الانتخابية. كما يساهم المجلس في إحداث شبكات للتواصل والحوار، بين المؤسسات الوطنية والأجنبية المماثلة، وكذا بين الخبراء من ذوي الإسهامات الوازنة في مجالات حقوق الإنسان، وذلك قصد الإسهام في تعزيز الحوار بين الحضارات والثقافات في مجال حقوق الإنسان () .

4/ اعتماد آليات جهوية للدفاع عن حقوق الإنسان وصيانتها
يتوفر المجلس على اختصاصات جهوية من خلال اللجان الجهوية لحقوق الإنسان التي سيتم تعيين رؤساءها بموجب ظهير. وستسهر هذه اللجان الجهوية على رصد ومراقبة حالة حقوق الإنسان على الصعيد الجهوي، وتلقي وفحص الشكاوى والانتهاكات التي تعرض عليها وإعداد التقارير الخاصة أو الدورية حول التدابير المتخذة لمعالجة القضايا والشكاوى بالجهة. وتعمل هذه اللجان على ضمان تنفيذ برامج ومشاريع المجلس الوطني في مجال النهوض بحقوق الإنسان بالتعاون مع الفاعلين المحليين، وتساهم على تشجيع وتسهيل إنشاء مرصد جهوية لحقوق الإنسان التي تسهر على تتبع تطور حقوق الإنسان على الصعيد الجهوي .

ثالثا/ الآليات المخولة للمجلس
يرفع رئيس المجلس إلى جلالة الملك تقريرا سنويا حول حالة حقوق الإنسان وكذا حول حصيلة وآفاق عمل المجلس. وينشر هذا التقرير بالجريدة الرسمية .

أما بالنسبة لاجتماعات المجلس فهناك أربعة أنواع، تعقد الأولى بأمر من جلالة الملك من أجل بحث قضية يعرضها جلالاته على المجلس من أجل المشورة وإبداء الرأي، فيما تعقد الدورات العادية أربع مرات في السنة على الأكثر .
ثم هناك الاجتماعات التي تعقد بمبادرة من ثلثي أعضاء المجلس على الأقل، وأخير الاجتماعات التي تعقد من أجل قضايا مستعجلة بمبادرة من رئيس المجلس .

ويخبر رئيس المجلس الرأي العام، والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان بفحوى هذا التقرير. ويقدم أمام غرفتي البرلمان كل على حدة، خلال جلسة عامة، عرضا موجزا حول مضمون التقرير ، وذلك بعد إخطار رئيسي الغرفتين بذلك .

ويتم نشر وإذاعة تقارير وآراء وتوصيات ومقترحات المجلس على نطاق واسع بعد إحاطة جلالة الملك علما بها .

خاتمة

وعلى العموم يمكننا القول من خلال التطرق لما جاء به الظهير المحدث للمجلس الوطني لحقوق الإنسان من تجديدات سواء فيما يخص تركيبة واستقلالية هذه المؤسسة أو الصلاحيات المخولة لها، أن هناك إرادة حقيقية لتعزيز الدور الذي تلعبه مثل هذه المؤسسات في ترسيخ ثقافة ممارسة حقوق الإنسان .

اطباء المغرب يكشفون كذب كل من وزير الاتصال وامين عام المجلس الوطني لحقوق الانسان

نشر في 25 مايو, 2011 بواسطة [yassine](#) تحت تصنيف: [أخبار وطنية](#), [الأخبار](#) .

بعد التصريح الذي ادلى وزير الاتصال والناطق الرسمي لحكومة الفاسي لوكالة رويترز للانباء والذي برر فيه التدخل الامني العيف الذي كان شباب حركة 20 فبراير ضحية له يوم الاحد الماضي 22 ماي 2011 جاء محمد الصبار امين عام المجلس الوطني لحقوق الانسان ليصرح لدى نفس الوكالة مبررا تدخل البوليس في مظاهرة يوم الاحد بكون الحركة الشبابية فضلت تنظيم تظاهرات في أحياء شعبية تتميز بكثافة سكانية.

واليوم وقد قام اطباء المغرب بوقفة سلمية امام وزارة الصحة , وبعد فشل الحوار مع وزيرتهم انتقلوا في جو من الانضباط والمسؤولية نحو قبة البرلمان لاسماع صوتهم لنواب الامة لكن تعرضت لهم قوات الامن وقمعتهم بشكل ممنهج لدرجة ان بعضهم اصيب بكسور ثلاثية وثنائية الشيء الذي يوضح ان التعليمات القاضية بالقمع كانت جد صارمة ومخطط لها مسبقا من طرف المسؤولين في الداخلية المغربية.

ويتدخل الامن ضد خيرة ما انجبه المجتمع المغربي وهم الاطباء يجعل تصريحات كل من وزير الاتصال خالد الناصري ومحمد الصبار امين عام المجلس الوطني لحقوق الانسان بخصوص القمع الذي تعرضت له حركة 20 فبراير هي تصريحات كاذبة الغاية منها ذر الرماد في الاعين والانتفاف على الحق في التظاهر الذي يكفله القانون. فماذا سيقول ياترى وزير الاتصال والامين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان حول القمع الذي تعرض له الاطباء المغربية؟

وهل سيقول الصبار بان الاطباء اختاروا التظاهر في الاحياء الشعبية ؟
سؤالان نطرحهما على المسؤولين اعلاه لعلهما يتفضلان بالاجابة عليهما.

الوضع الحقوقي ينعكس على أندية المؤسسات التعليمية بالعيون

دور المدرسة الأساسي يكمن في التكوين على المواطنة والتربية على حقوق الإنسان

وتكوين المواطن الصالح مع خلق الشمولية في أفكار المتعلمين وجعلهم أكثر انفتاحا على محيطهم. وأشار الأمراني إلى أن النيابة الإقليمية بالعيون شجعت خلق عدة أندية للمواطنة والتربية على حقوق الإنسان تهدف إلى ترسيخ القيم عبر خلق برامج وأنشطة موازية مندمجة تدعم المفاهيم والنصوص المرتبطة بالبرامج الرسمية ومقررات مجموعة من مواد التدريس. كما يتجسد ذلك من خلال برلمان الطفل المعتمد على مواصفات خاصة لاختيار من يمثل التلاميذ في هذا البرلمان، كما تمكنت العديد من الأندية من التواصل مع الجمعيات والهيئات ذات الصلة الحقوقية بالمنطقة لتبسيط مفاهيم حقوق الإنسان، ومحاولة تطبيقها في الواقع، وممارسة المواطنة الحقيقية والشاملة، وذلك بأرض الواقع، وكذا خلق روح المبادرة في المتعلمين.

بابا لعسري (العيون)

التوجه الجديد لتدبير الحياة المدرسية والذي شمل عدة مجالات كتكوين وتاطير المدرسين وتفعيل مشروع المؤسسة، بالإضافة إلى تفعيل دور الأندية، خاصة في المجال المرتبط بالتربية على المواطنة وحقوق الإنسان. أن المغرب بلد منفتح على قارتين إفريقيا وأوروبا واعتمادا على المكونات المختلفة الإثنية والعرقية واللغوية، بهدف بناء نظام ديمقراطي حديث يرتكز على مبدأ الحقوق والواجبات. وأضاف رئيس مصلحة تدبير الحياة المدرسية أن دور المدرسة المغربية الأساسي يكمن في التكوين على المواطنة والتربية على حقوق الإنسان، بحيث لا يمكن أن يكون إنسان راشد متسبح بهذه القيم، إذا لم يتأت له ذلك من خلال التكوين في المدرسة العمومية التي تعمل على ترسيخ مجموعة من المبادئ الأساسية كحب الوطن والتسامح وقبول رأي الآخر والانفتاح على الثقافات واللغات داخل الوطن وخارجه،

وأفاد المتحدث ذاته أن تلاميذ نوادي المواطنة وحقوق الإنسان يركزون على دور هذه الهيئات في نشر القيم وتاطير المواطنين، وتلقي الشكايات حول الانتهاكات والتدخل لدى الجهات المعنية ومؤازرة الضحايا من أجل إنصافهم، ومتابعة ورصد سياسة الدولة في احترام الحريات وتنظيم كل أشكال الاحتجاجية السلمية والمشروعة للدفاع عن حقوق الإنسان. وأضاف الشرفاوي أن النادي نظم ورشات في مجال الحريات كمعنى الحرية، ومعنى الحريات العامة، وهل الحرية مطلقة، وما هي حدود حريتك إزاء قانون المؤسسة، إضافة إلى إدراج بعض أنواع الحريات كحرية تكوين الجمعيات وحرية التجمع وحرية التعبير والحق في الاحتجاج السلمي وكذا حرية التصويت وحق الزواج وسرية المراسلات والمكالمات وحرية التنقل وحرية التجول وحرية الاستقرار.

من جهته، أكد رشيد الأمراني أنه في إطار

إبرز محمد سالم الشرفاوي، رئيس المكتب الإداري الجهوي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن الوضع الحقوقي بالعيون ينعكس على أندية المواطنة وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية، حيث أن المكتب يتلقى العديد من الدعوات من طرف أندية تربوية مهتمة بمجال حقوق الإنسان، ارتباطا بما تعيشه العيون من حراك حقوقي يتابعه التلميذ كل يوم، ما دفعنا إلى تنظيم لقاءات بمختلف المؤسسات التعليمية كان آخرها الثانوية الإعدادية القاضي عياض، للتعريف بدور واختصاصات المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومجالات تدخلاته، وكذا الإجابة على مجموعة من تساؤلات التلاميذ في ما يتعلق بالجمعيات الحقوقية سواء حكومية كالمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومنظمة الوسيط أو مدنية كالهياكل المغربية لحقوق الإنسان والجمعية المغربية لحقوق الإنسان والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان.

الوضع الحقوقي ينعكس على أندية المؤسسات التعليمية بالعيون

أضيف في 20 ماي 2011 الساعة 59 : 18

الصحراء الآن: العيون

أبرز محمد سالم الشراقي، رئيس المكتب الإداري الجهوي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن الوضع الحقوقي بالعيون ينعكس على أندية المواطنة وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية، حيث أن المكتب يتلقى العديد من الدعوات من طرف أندية تربوية مهتمة بمجال حقوق الإنسان، ارتباطا بما تعيشه العيون من حراك حقوقي يتابعه التلميذ كل يوم، ما دفعنا إلى تنظيم لقاءات بمختلف المؤسسات التعليمية كان آخرها الثانوية الإعدادية القاضي عياض، للتعريف بدور واختصاصات المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومجالات تدخلاته، وكذا الإجابة على مجموعة من تساؤلات التلاميذ في ما يتعلق بالجمعيات الحقوقية سواء حكومية كالمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومنظمة الوسيط أو مدنية كالهيئة المغربية لحقوق الإنسان والجمعية المغربية لحقوق الإنسان والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان.

وأفاد المتحدث ذاته أن تلاميذ نوادي المواطنة وحقوق الإنسان يركزون على دور هذه الهيئات في نشر القيم و تأطير المواطنين، وتلقي الشكايات حول الانتهاكات والتدخل لدى الجهات المعنية وموازرة الضحايا من أجل إنصافهم، ومتابعة ورصد سياسة الدولة في احترام الحريات وتنظيم كل الأشكال الاحتجاجية السلمية والمشروعة للدفاع عن حقوق الإنسان. وأضاف الشراقي أن النادي نظم ورشات في مجال الحريات كمعنى الحرية، ومعنى الحريات العامة، وهل الحرية مطلقة، وما هي حدود حريتك إزاء قانون المؤسسة، إضافة إلى إدراج بعض أنواع الحريات كحرية تكوين الجمعيات وحرية التجمع وحرية التعبير والحق في الاحتجاج السلمي وكذا حرية التصويت وحق الزواج وسرية المراسلات والمكالمات وحرية التنقل وحرية التجول وحرية الاستقرار.

من جهته، أكد رشيد الأمراني أنه في إطار التوجه الجديد لتدبير الحياة المدرسية والذي شمل عدة مجالات تكوين وتأطير المدرسين وتفعيل مشروع المؤسسة، بالإضافة إلى تفعيل دور الأندية، خاصة في المجال المرتبط بالتربية على المواطنة وحقوق الإنسان، أن المغرب بلد منفتح على قارتين إفريقيا وأوروبا واعتمادا على المكونات المختلفة الإثنية والعرقية واللغوية، بهدف بناء نظام ديمقراطي حديث يركز على مبدأ الحقوق والواجبات.

وأضاف رئيس مصلحة تدبير الحياة المدرسية أن دور المدرسة المغربية الأساسي يكمن في التكوين على المواطنة والتربية على حقوق الإنسان، بحيث لا يمكن أن يكون إنسان راشد متشبع بهذه القيم ، إذا لم يتأت له ذلك من خلال التكوين في المدرسة العمومية التي تعمل على ترسيخ مجموعة من المبادئ الأساسية كحب الوطن والتسامح وقبول رأي الآخر والانفتاح على الثقافات واللغات داخل الوطن وخارجه، وتكوين المواطن الصالح مع خلق الشمولية في أفكار المتعلمين وجعلهم أكثر انفتاحا على محيطهم.

وأشار الأمراني إلى أن النيابة الإقليمية بالعيون شجعت خلق عدة أندية للمواطنة والتربية على حقوق الإنسان تهدف إلى ترسيخ القيم عبر خلق برامج وأنشطة موازية مندمجة تدعم المفاهيم والنصوص المرتبطة بالبرامج الرسمية ومقررات مجموعة من مواد التدريس. كما يتجسد ذلك من خلال برلمان الطفل المعتمد على مواصفات خاصة لاختيار من يمثل التلاميذ في هذا البرلمان، كما تمكنت العديد من الأندية من التواصل مع الجمعيات والهيئات ذات الصلة الحقوقية بالمنطقة لتبسيط مفاهيم حقوق الإنسان، ومحاولة تطبيقها في الواقع، وممارسة المواطنة الحقيقية والشاملة، وذلك بأرض الواقع، وكذا خلق روح المبادرة في المتعلمين.



الضحايا الصحراويون للانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان يواصلون وقفاتهم الاحتجاجية بمدينة العيون المحتلة

2011/05/18

نظم ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان المرتكبة من طرف الدولة المغربية، يوم الثلاثاء بمدينة العيون المحتلة، وقفة احتجاجية سلمية دامت زهاء ساعتين أمام مقر المجلس المغربي لحقوق الإنسان، وذلك احتجاجا على مصادرة حقهم في العيش الكريم والادماج الاجتماعي.

وأفاد تجمع المدافعين الصحراويين عن حقوق الانسان أن المحتجين الصحراويين خلال هذه الوقفة وردد عدة شعارات تطالب الدولة المغربية بتوفير كامل حقوقهم العادلة والمشروعة والمنددة بإقصائهم وحرمانهم من التوصية المتعلقة بالإدماج الاجتماعي (التوظيف و السكن والتغطية الصحية بالمجان) ، حيث أنهم و كتعبير منهم عن ، وضع اثنان منهم قماشا أسودا على عيونهم.

و قد جاء احتجاج هؤلاء الضحايا بسبب إقصائهم من توصية الإدماج الاجتماعي المتضمنة في أغلب مقررات التحكيم الخاصة بالهيئة المغربية المشبوهة المسماة "بهيئة الإنصاف والمصالحة" ، بالرغم من كونهم ضحايا للاختطاف والتعذيب والاعتقال السياسي.